

FONDATEUR DE L'ÉTOILE NORD-AFRICAIN (ENA) ET GRANDE FIGURE
DU NATIONALISME ALGÉRIEN

Célébration du 54^e anniversaire de la mort
d'Imache Amar à Tizi-Ouzou

La rencontre organisée samedi dernier à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration du 54^e anniversaire de sa mort, éclaire d'un nouveau jour le parcours d'Imache Amar, l'un des pionniers du mouvement nationaliste algérien et fondateur du premier parti politique nationaliste algérien au début du XX^e siècle. La modernité de la pensée politique de l'homme qui portait un regard lucide et une analyse pertinente sur les transformations et les contradictions socio-historiques du début du XX^e siècle et qui était un africaniste convaincu et qui, en outre, militait pour l'instauration d'une fédération des Etats de l'Afrique du Nord ont été évoquées par, entre autres, l'universitaire Saïd Douman et l'ancien moudjahid et secrétaire général de l'ONM de Tizi-Ouzou, Ouali Aït Ahmed.

Saïd Aït Mébarek— Alger (Le Soir)
—Fondateur de l'Etoile nord africaine (ENA) et figurant parmi les pionniers du nationalisme algérien dans les années 1920, Amar Imache a été célébré par sa famille, son village et la Direction de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou. Une occasion de revenir, 54 ans après sa mort le 7 février 1960 (il est né le 7 juillet 1889) sur le parcours et l'apport considérable de ce militant de la première heure à la construction du nationalisme algérien, dans une journée d'étude organisée les vendredi et samedi derniers, à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri. Ancien militant du MCB et enseignant à l'Université de Tizi-Ouzou, Saïd Doumane parlera de la modernité politique d'Imache Amar. Un thème qu'il abordera après un bref survol biogra-

phique de ce montagnard Kabyle né à Aït Mesbah, dans la commune de Béni-Douala qui n'a commencé sa scolarité qu'à l'âge de 8 ou 9 ans. Une scolarité qu'il ne mènera pas à son terme puisqu'il sera obligé de subvenir aux besoins de sa famille en allant travailler, d'abord, dans les vergers de la Mitidja puis en France, dans les mines du Pas-de-Calais, au début de la Première Guerre mondiale. Des mines de charbon de cette région du Nord de la France, A. Imache connaîtra une mobilité qui le mènera, à travers de nombreuses villes et sites ouvriers jusqu'à Paris. Sa fréquentation du monde syndical et son intérêt pour les luttes ouvrières forgeront son éveil politique et son intérêt pour l'actualité politique de l'époque. L'homme s'est employé à parfaire son potentiel intellectuel, somme toute modeste par

une formation d'autodidacte. Ces acquis ne lui permettront pas seulement d'être un activiste politique et syndical mais un producteur d'idées, signe d'une pensée politique léguée à la postérité à travers des écrits élaborés et de haute densité intellectuelle et politique. Un aspect du parcours et une dimension du personnage qui restent malheureusement peu connus et très peu médiatisés et sur lesquels s'est penché l'universitaire Saïd Doumane. S'appuyant sur des références bibliographiques (écrits d'Imache Amar et autres documents d'archives), le conférencier relèvera plusieurs indices qui attestent de la pertinence de la pensée politique et de l'ancrage actuel des idées menées de pair avec l'action de terrain d'A. Imache. L'intérêt porté aux grandes idées politiques et idéologiques qui faisaient débat et qui agitaient le monde à l'époque sont des signes qui attestent d'une pensée ouverte sur l'universel, analysera Saïd Doumane qui a mis en évidence l'ancrage et l'immersion dans le contexte local du fondateur de l'ENA qui était interpellé par les contradictions sociopolitiques que vivaient les Algériens dans leur condition de colonisés. Imache Amar critiquait les élites locales compromises dans le jeu politique, notamment, les élites autochtones qui siégeaient à l'Assemblée

française et celles qui prêchaient l'assimilation, à l'instar des personnalités et des notabilités religieuses. Dans la matinée, Slimane Dahlal auteur de recherches en histoire et Ouali Aït-Ahmed, secrétaire général de l'ONM et officier de l'ex-Wilaya III historique ont abordé les raisons du clash qui l'a opposé à Messali Hadj qui, aux dires de l'ancien moudjahid s'est incrusté «par un mystérieux subterfuge» à la tête de l'ENA, après avoir poussé à la sortie l'Emir Khaled qui en était le président d'honneur. Messali et Imache Amar divergeaient sur deux principes essentiels. Le premier, défendu par Imache, a trait à la nécessité d'aboutir au plus vite à l'indépendance de l'Algérie, contrairement à Messali «qui faisait tout pour adoucir les ardeurs indépendantistes des militants, exactement comme lors de la préparation de la révolution armée de 1954», témoignait Ouali Aït Ahmed. Les deux hommes divergeaient aussi sur l'ancrage identitaire du peuple algérien. Contrairement à Messali Hadj qui défendait les références arabo-islamiques de l'Algérie, sous l'influence des pères fondateurs de l'arabisme, doctrine qualifiée de sœur siamoise du sionisme, par Slimane Dalal qui rappellera que les colonialismes français et britannique ont été les inspireurs et les mentors de ces deux idéologies. Amar Imache, a témoigné le même

conférencier, était un africaniste convaincu. La principale revendication de l'ENA était, au demeurant, l'instauration d'une fédération des Etats nord-africains où chaque Etat fera prévaloir ses spécificités culturelles, socio-historiques originelles. Autrement dit, Amar Imache qui tentera de créer, après avoir quitté l'ENA et sa dissolution par le gouvernement français dominée par le Front populaire, tentera dans les années 1930, de créer le PUA, Parti de l'unité algérienne. Cette organisation politique qui sera interdite par l'administration coloniale défendait les mêmes références identitaires chères au fondateur de l'ENA qui défendait le principe de l'unité du peuple algérien dans une Algérie algérienne. Ces idées qui étaient à la base du nationalisme naissant et de la pensée politique incarnée par ses principaux pionniers et pères fondateurs du début du XX^e siècle, ont été ostracisées et escamotées. A l'instar d'ailleurs, de Imache Amar, l'homme dont le combat et l'apport pour la construction du nationalisme algérien qui a ouvert la voie à l'indépendance du pays sont oubliés par l'historiographie officielle. Les deux journées d'étude qui lui ont été consacrées écalaient d'un nouveau jour un parcours, des idées, des principes qu'il a défendus jusqu'à sa mort restent toujours d'actualité.

S. A. M.

SÉTIF

Le scandale d'une mystérieuse affaire de foncier

Les adhérents de la coopérative immobilière «El Intissar», sise à Sétif, montent au créneau. Ils dénoncent l'arnaque, l'abus de confiance et la spoliation de leur terrain».

L'affaire de la coopérative «El Intissar» débute en 1995, quand trois individus se sont mis d'accord pour créer une coopérative immobilière en vue d'y construire des logements individuels et collectifs. N'ayant pas pu obtenir de l'Etat des lots de terrain, les trois individus ont dû ouvrir des adhésions afin de récolter les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de plus de 13 000 m² auprès d'un particulier. Vu le nombre important de personnes intéressées par cette coopérative immobilière et les importantes rentrées d'argent générées par l'opération d'adhésion, les initiateurs achètent une seconde parcelle de terrain d'une superficie de

20 000 m², toujours auprès d'un particulier. Le projet sera scindé en deux coopératives. «Intissar A» pour la parcelle de 13 000 m² et «Intissar B» pour celle de 20 000 m². Ces deux coopératives seront présidées par une seule et même personne, à savoir H. Abdelmalek. Les demandes d'adhésion ne cessaient de croître, les désistements rapportaient gros et l'argent coulait à flots. Mais les pauvres coopérateurs qui aspiraient à réaliser leur rêve d'acquisition d'un toit décent allaient vite déchanter suite aux tournures que prendra cette affaire. En effet, après le décès de H. Abdelmalek au mois de mars 2013, son

frère H. Nacereddine, qui fut écarté de la coopérative en 2001 pour non-paiement des droits d'acquisition, s'est autoproclamé président de cette coopérative. Ce dernier, on ne sait par quel tour de magie a réussi à accaparer la coopérative ainsi que la parcelle de terrain de 20 000 m² pour la vendre, à l'insu de la centaine d'adhérents qui avaient contribué avec leur argent à l'achat du terrain et qui sont en possession de bons de versement datant de 2002, à un important homme d'affaires originaire d'El Eulma. La transaction a été conclue entre H. Abdelmalek et l'acheteur devant le notaire T. Nawel pour un montant de 12 milliards de centimes. Certaines sources avancent, quant à elles, la somme de 23 milliards de centimes. Ayant eu vent de cette vente qu'ils estiment illégale, les adhérents ont, en premier lieu, fait opposition auprès de la

Conservation foncière de Sétif. Suite à cette opposition, et après une enquête effectuée par la Conservation foncière, l'acte de vente fut tout simplement rejeté en date du 8 janvier 2014. En notifiant la décision de rejet, le conservateur foncier de la wilaya de Sétif est dès lors, sujet à d'innombrables pressions provenant des parties concernées par la transaction en vue de le forcer à revoir sa décision d'annulation. De leur côté, les coopérateurs ont déposé une plainte auprès des doyens des juges d'instruction à l'encontre de H. Nacereddine pour usurpation de qualité et faux et usage de faux. Seule une enquête sérieuse et approfondie diligentée par la justice pourra dévoiler les dessous de cette affaire et statuer sur les responsabilités de chacun.

Imed Sellami

RELIZANE

Djellalta, un village complètement abandonné

Si, un peu partout ailleurs à Relizane, le mode d'organisation et de vie communautaire s'estompe avec le temps, au village Djellalta, ce n'est pas le cas.

Djellalta est un village de près de 1 000 habitants, qui dépend de la commune de Sidi Khettab, à 35 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Relizane et rattaché à la daïra d'El Matmar. Il est l'un des villages les plus importants de cette commune de par sa population et

sa particularité réside aussi dans l'organisation qui caractérise ce village. Cette organisation est menée sous la houlette du comité du village. Ledit village est distant de près de 15 km du chef-lieu de la commune de Sidi Khettab. Ses habitants se plaignent de la dégradation de leur cadre de vie. Pratiquement, toutes les commodités susceptibles d'améliorer les conditions de vie ne sont pas réunies.

Une situation qui met en colère les villageois qui ne savent plus à quel saint se vouer. En fait, ce village continue de subir le problème des perturbations de l'alimentation en eau potable, des maisons sans assainissement (les conduites des eaux usées passent par les cimetières du village, des travaux de bétonnage et de drainage sont mal dirigés et sont suivis anarchiquement.

A. Rahmane

INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES

5% seulement concernées à Annaba

Les handicapés qui constituent une frange fragile de la société nécessitent plus d'intérêt de la part des pouvoirs publics pour leur prise en charge, notamment à travers leur insertion dans le monde du travail, afin qu'ils gardent une certaine autonomie financière vis-à-vis de leurs proches et préservent aussi leur dignité. D'autant plus que les familles des handicapés se trouvent généralement dans le besoin.

A cet effet, un séminaire régional englobant l'ensemble des wilayas de l'est du pays au nombre de quatorze, s'est ouvert hier dimanche, à l'Ecole des jeunes sourds d'El Bouni, dans la wilaya de Annaba. Intitulé : «L'insertion des per-

sonnes en situation de handicap par le travail», ce séminaire, d'une durée de deux jours, est initié par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine. Les travaux seront scindés en ateliers de travail qui auront

à se pencher sur cette question primordiale consistant à aider ces personnes à se prendre en charge, selon leur volonté maintes fois exprimée. Intervenant à l'ouverture des travaux, le wali de Annaba, Mohamed Mounib Sandid, a assuré les présents de l'aide nécessaire à leur insertion dans le monde professionnel. Il a estimé que les moyens pour ce faire existent et qu'il est à l'écoute des propositions des concernés pour les aider à activer et produire pour se satis-

faire eux-mêmes et satisfaire aussi le marché national. Les déclarations du wali, en poste à Annaba depuis trois mois seulement, sont louables à plus d'un titre et seront d'un réconfort certain pour ces personnes. Et pour cause, les chiffres avancés pour ces dernières années font ressortir très peu de cas de prise en charge par l'insertion dans la wilaya de Annaba. Ainsi, on a indiqué que sur les 21 000 handicapés, un nombre insignifiant de

5% seulement a bénéficié d'un emploi dans le cadre de l'insertion. D'où l'urgence de dégager autant que faire se peut le maximum de postes d'emploi à cette frange de la société. «Le travail que nous revendiquons ce n'est pas uniquement pour le salaire. C'est aussi pour préserver notre dignité», nous dira une jeune handicapée moteur, titulaire d'une licence en anglais et qui se trouve au chômage depuis des années.

A. Bouacha

APRÈS LA CONDAMNATION
DE L'ACTUEL
P/APC DE SAHARIDJ
Deux années de
prison dont une
ferme, pour
l'ex-maire d'Ahnif

L'ex-maire d'Ahnif, dans la daïra de M'chedallah, vient d'être condamné en appel au niveau de la cour de Bouira, à deux années de prison dont une ferme et une amende de 200 000 dinars. Le mis en cause était poursuivi pour plusieurs délits, après un rapport détaillé envoyé par des élus dénonçant sa mauvaise gestion. L'affaire a été enclenchée déjà du temps où cet ex-P/APC était en fonction durant le dernier mandat 2007- 2012. Par ailleurs, le 24 janvier dernier, un autre P/APC de la daïra de M'chedallah, celui de la commune de Saharidj, a été également condamné en appel à deux ans de prison ferme et 200 000 dinars d'amende. Dans cette affaire qui remonte à l'ancien mandat, neuf autres personnes dont un élu, un responsable du parc, un responsable de la Such de M'chedallah, des entrepreneurs et des fonctionnaires de l'APC, ont été condamnés à des peines allant de 5 à 12 mois de prison ferme. Les mis en cause ont été poursuivis pour des délits de dilapidation de deniers publics et passation de marchés contraires à la législation en vigueur, entre autres.

Y. Y.